

AGIR EN FAVEUR DE LA JUSTICE FISCALE EN EUROPE

10 PROPOSITIONS CONCRÈTES

Image : Yabresse / Shutterstock

EN BREF

LuxLeaks, Panama Papers, Paradise Papers... Tous ces scandales ont mis en lumière l'étendue de l'évasion fiscale ainsi que les failles existantes. Les Verts en ont fait une priorité politique afin d'en finir avec la fraude fiscale qui prive nos États de ressources indispensables qui pourraient être investies dans nos écoles, nos hôpitaux ou dans la transition écologique.

Nous proposons 10 mesures concrètes afin d'agir pour la justice fiscale en Europe et contre la criminalité financière. Si nous avons déjà obtenu des progrès notables, notamment une protection européenne des lanceurs d'alerte, beaucoup reste à faire.



europeecologie.eu
 [@euroecolos](https://twitter.com/euroecolos)

1. EN FINIR AVEC L'IMPUNITÉ

La Commission européenne doit poursuivre les États membres qui se comportent comme des paradis fiscaux et violent la législation européenne, comme les *Panama Papers* l'ont révélé. Nous demandons que le Parlement européen se dote d'une commission d'enquête permanente, chargée des investigations sur les révélations passées et à venir. Un plan d'action européen pour taxer les super-riches doit être mis en place pour mettre fin aux privilèges fiscaux dont ils bénéficient dans de nombreux États membres.

2. COMBATTRE SÉRIEUSEMENT LES PARADIS FISCAUX

L'Union européenne doit se doter d'une liste noire crédible de paradis fiscaux, grâce à des critères plus stricts et une évaluation transparente des pays. Cette liste doit être assortie de sanctions communes et réellement dissuasives. Afin de mieux combattre les « sociétés-écrans », les entreprises devraient être obligées de justifier toute création de sociétés offshore.

3. RENFORCER LA TRANSPARENCE POUR UN MEILLEUR CONTRÔLE

La transparence fiscale des multinationales doit être rendue obligatoire grâce au reporting public pays par pays, permettant de vérifier que les impôts payés dans chaque pays correspondent bien à leur activité réelle. Nous devons aussi contrôler qu'aucun fonds européen n'atterrisse dans des paradis fiscaux. Une révision de la directive européenne sur les marchés publics est nécessaire afin d'en interdire l'accès à toute entreprise présente dans des paradis fiscaux.

5. HARMONISER LES RÈGLES EUROPÉENNES EN MATIÈRE DE TAXATION

Les États membres doivent rapidement trouver un accord sur la proposition d'assiette commune consolidée pour l'impôt sur les sociétés (ACCIS), qui mettra fin aux transferts artificiels de profits par les multinationales. Cette réforme doit s'accompagner d'un taux minimum européen d'imposition sur les sociétés afin d'éviter une course vers le bas entre pays européens qui réduit les budgets publics.

6. ADAPTER LES RÈGLES DE TAXATION A L'ÈRE DU NUMÉRIQUE

Afin de garantir que toutes les entreprises payent leurs impôts dans les pays où elles génèrent effectivement des profits, y compris celles du numérique, la définition de l'établissement permanent doit être modernisée afin d'intégrer la notion d'établissement « numérique ». Les accords fiscaux avec les pays tiers doivent être révisés afin de prendre ces changements en compte.

7. RÉGLEMENTER LES CONSEILLERS FISCAUX

Les intermédiaires jouent un rôle-clé dans l'industrie de l'évasion fiscale. Nous avons besoin d'une réglementation plus stricte pour encadrer leur activité et leur influence dans le processus législatif. Il est important de mettre en place une supervision indépendante pour toutes les entités en charge de signaler les transactions financières suspectes, y compris pour les avocats fiscalistes.

8. S'ATTAQUER A L'ARGENT SALE

Contre le blanchiment d'argent, nous avons besoin d'une coopération renforcée entre les unités nationales de renseignement financier afin de mieux suivre les flux d'argent illégaux. Les moyens d'Eurojust et d'Europol doivent être augmentés, et une police financière européenne doit être créée. Il faut interdire la pratique des « visas dorés » qui permettent à de riches étrangers d'acheter la citoyenneté d'un État membre, trop souvent avec de l'argent d'origine criminelle.

9. METTRE FIN AU VEROU DE L'UNANIMITÉ

Les articles 48.7 et 116 des Traités doivent être utilisés afin de supprimer la règle de l'unanimité en matière fiscale, cause de trop nombreux blocages, pour passer au système de majorité qualifiée et de codécision avec le Parlement européen, qui sera ainsi pleinement impliqué dans les décisions sur la fiscalité européenne. Ne laissons pas une poignée d'États membres bloquer tout progrès et prendre en otage l'intérêt général.

10. METTRE EN PLACE UNE FISCALITÉ ÉCOLOGIQUE

Nous devons utiliser les ressorts de la fiscalité pour encourager l'indispensable transition énergétique et répondre à l'urgence climatique. Les milliards récupérés de l'évasion fiscale doivent permettre de financer les énergies renouvelables et les transports à faible émission. En parallèle, nous souhaitons une taxe carbone au niveau européen ainsi qu'une taxe sur le kérosène des avions.